



## Décryptage des «gilets jaunes»

Décembre 2018 - Revue N°15



**«Nous pensions être embarqués dans un même bateau, certes dans des classes différentes, mais quand même dans un même bateau.**

**Aujourd'hui, dit Stieglitz, on navigue dans des bateaux différents, dans trois bateaux, nous dit-il. Les uns dans des paquebots de luxe, à la route bien tracée, avec des radars et des systèmes de pilotages efficaces, des bateaux de sauvetage bien fournis. Les autres dans de vieux rafiots qui tiennent péniblement la mer, aux moteurs poussifs, à la merci des vagues et des vents ; ils suivent péniblement le convoi. Les autres enfin sont largués, accrochés à des radeaux de fortune essayant de ne pas couler. Les gens des vieux rafiots tentent d'en sauver. D'autres sont irrités par ces gens qui s'accrochent à leur bateau chancelant. Ceux du paquebot de luxe ne les regardent pas, ne les voient pas. Leur monde est ailleurs.»**

**FELICE DASSETTO**

20 novembre 2018

# UN MOT DU PRÉSIDENT



**JEAN-PASCAL LABILLE,**

*Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.*

Chères lectrices,  
Chers lecteurs,

Nous avons choisi de consacrer ce dernier numéro de 2018 au phénomène des « gilets jaunes ».

Pas pour le juger, pas pour s'appesantir sur les réponses des pouvoirs publics, ni pour débattre de ceux qui seraient « les vrais » gilets jaunes et les autres.

Mais il nous aurait été impossible de ne pas aborder la question à l'occasion de ce numéro, parce que ce que nous vivons aujourd'hui est précisément la concrétisation de ce que les résultats de l'enquête Noir Jaune Blues laissaient présager.

Quelles que soient les positions des uns et des autres quant aux manifestations en tant que telles, le phénomène des gilets jaunes met en exergue :

- D'abord, le manque de confiance, voire le rejet complet du pouvoir établi et des institutions
- Ensuite, l'impression, pour une bonne partie de la population, que « aujourd'hui est pire qu'hier, mais probablement mieux que demain »
- Mais surtout, la conscience aiguë que l'on peut, que l'on doit, même, « faire » quelque chose.

Le numéro que vous avez devant les yeux propose donc quelques analyses de fond de ce mouvement, de ce qu'il exprime et de ce qu'il reflète de la société belge et française de 2018.

De quoi nous faire un peu réfléchir et de quoi permettre à chacun, individuellement et collectivement, de trouver ses solutions pour aller vers un incontestable mieux. C'est tout ce que je vous souhaite pour 2019 !

Bonne lecture, et au plaisir de vous retrouver en 2019 pour de nouvelles activités de la Fondation !

Jean-Pascal Labille,  
Président



# SOMMAIRE

## **Gilets jaunes : une crise de capitalisme ?**

Par Bruno Colmant, publié sur le site Lecho.be,  
11 décembre 2018

p.05

## **Les «gilets jaunes» : un fait révélateur d'une transition écologique injuste et tronquée ?**

Par Felice Dassetto, publié dans le Soir, 20 novembre 2018

p.07

## **Les gilets jaunes : pour penser plus librement**

Par François-Xavier Heynen, publié sur levif.be, Le 4 décembre 2018

p.10

## **Ce que l'Europe peut faire pour aider la France à sortir de la crise des «Gilets jaunes»**

Par Pierre Defraigne, publié dans La Libre, Le 11 décembre 2018

p.13



# GILETS JAUNES : UNE CRISE DE CAPITALISME ? DE LA RÉSISTANCE EN DÉMOCRATIE

OPINION PAR BRUNO COLMANT

Le populisme est peut-être l'expression d'un déclin démocratique qui va caractériser structurellement les prochaines décennies. Il rassemble des revendications de justice, d'égalité et de dignité qui émanent de groupes sociaux considérés, à tort, comme subalternes.

La crise de 2008 fut le départ d'un immense choc social, tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais les deux continents réagirent différemment : les Etats-Unis amplifièrent leur capitalisme, en écartant les « *new deals* » que le Président Roosevelt avait mis en œuvre dans les années trente. En Europe, c'est plutôt la recherche d'un Etat-providence englouti qui a conditionné la réflexion sociale d'une population vieillissante déstabilisée par la mondialisation. Tout cela conduit à des expressions populistes européennes, dont les gilets jaunes.

Sans comprendre les ferments de la colère des oubliés de la mondialisation, nos gouvernants et syndicats restent indécis devant ces mouvements de gilets jaunes non structurés et non dirigés qui reflètent d'abord, à mon intuition, un désespoir social, un abandon sociétal et la perte d'un projet collectif solidaire.

## NOMBREUSES ANGOISSES

Derrière ces slogans, il y a un pressentiment contre l'oubli des plus faibles par les élites, contre l'effroi du basculement subi en 2008, contre l'insécurité économique, sociale et morale liée aux clivages sociaux et géographiques entre populations urbaines et rurales, contre, enfin, l'impact effroyable des attentats et la peur entretenue de l'immigration et de ses conséquences démographiques résultant des bouleversements moyen-orientaux. Cette peur de l'immigration plonge ses racines dans de nombreuses angoisses, dont celle du glissement du socle des valeurs mais aussi celle du partage du travail et donc du déclassement social face à ces populations nouvelles pourtant riches de compétences et complémentaires pour contrer le vieillissement structurel de nos communautés. La détérioration des services publics (fermeture de gares ou de bureaux de poste notamment, dans des régions isolées et des villes oubliées) joue aussi un rôle décisif, tout comme la rupture des structures familiales et la nécessité de renouer avec des solidarités, même éphémères et circonstancielles, ce qui ne les disqualifie pas.

Le mouvement des gilets jaunes est aussi une manifestation contre les inégalités salariales et le manque de dignité du travail manuel. C'est une crise du pouvoir d'achat et d'une prospérité mal partagée, ainsi que la Belgique en est l'éprouvette : issu de France, le mouvement s'est étendu en Wallonie, infiltrant la partie la plus pauvre et rurale du pays, tandis que la capitale, Bruxelles, et la Flandre, ayant mieux épousé le cycle économique, n'en ont pas été affectées.

Nos démocraties nationales, en partie épuisées par des forces politiques traditionnelles qui ne prennent pas la mesure des enjeux sociétaux et s'accommodant mal de la souveraineté du marché, s'inscrivent aujourd'hui dans des élans populistes qui rejettent un État traditionnel n'offrant pas de bouclier satisfaisant contre les dérives du marché mondialisé. Le populisme n'est, à cet égard, pas un phénomène qui doit être écarté par la pensée dominante. C'est peut-être l'expression d'un déclin démocratique qui va caractériser structurellement les prochaines décennies. Il rassemble des revendications de justice, d'égalité et de dignité qui émanent de groupes sociaux considérés, à tort, comme subalternes et qui restent, par manque de structuration, souvent inaudibles dans la société. La réaction du Président français est d'ailleurs très révélatrice : les mesures qu'il a annoncées le sot de son propre chef, sans passer par des organes de concertation sociale. C'est un président issu d'un plébiscite contre la rue.



## DÉCONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

Le politologue américain Yascha Mounk suggère une thèse intéressante dans son ouvrage *«Le peuple contre la démocratie»*, publié en 2018. Il y parle d'une déconsolidation de la démocratie associée à trois questions :

- la montée en puissance des réseaux sociaux qui affaiblit les garde-fous médiatiques au profit de personnalités politiques marginales,
- la peur de la perte (réelle ou ressentie) du niveau de vie

- et la remise en question de la domination des démocraties stables par un groupe ethnique dominant. C'est là que se tient tout le paradoxe de ces élans du peuple : en menaçant les structures étatiques qui ont fait le lit d'un capitalisme désormais anglo-saxon, le populisme s'attaque en réalité au premier acteur susceptible de le contrer. Au motif d'être la négation du capitalisme, le populisme en serait l'aboutissement. Si cette intuition est correcte, nous assisterons à l'amplification concomitante du capitalisme anglo-saxon, en partie furieux, et du populisme. On pourrait même s'oser à penser que le capitalisme anglo-saxon et le populisme vont entrelacer leurs aliénations.

Bien sûr, il serait incorrect, en pointant une typologie spécifique du capitalisme, d'exclure toutes les autres réalités ayant joué un rôle dans les bouleversements qui affectent nos communautés. Il s'agit probablement d'un mouvement d'ensemble qui inclut la déterritorialisation du travail liée aux flux de la mondialisation. Mais, quoiqu'il en soit, c'est un événement socio-politique important dont il faut absolument comprendre les origines pour en éviter les funestes aboutissements. Nous devons aussi nous engager individuellement à défendre des valeurs bienveillantes et solidaires. Il faut restaurer des valeurs collectives et rebâtir la place de nos États, car ils se sont affaiblis depuis quarante ans. Et il faut retrouver la tempérance économique et la solidarité sociale. A mes yeux, la consolidation du lien civique et citoyen ne passe pas par des démocraties participatives mais représentatives, cela afin d'assurer la cohérence sociale et la convergence des expressions démocratiques. Il faut se remémorer, à cet égard, ces quelques lignes de Bertolt Brecht (1989-1956), en référence à la République de Weimar : *« Tout le pouvoir vient du peuple. Mais où va-t-il ? »*.

**Bruno Colmant**

Publié sur le site Lecho.be,  
11 décembre 2018



# LES «GILETS JAUNES» : UN FAIT REVELATEUR D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE INJUSTE ET TRONQUÉE?

UNE CARTE BLANCHE DE FELICE DASSETTO

Les prix et les taxes des carburants augmentent. Mobilisés par les réseaux sociaux, des gens – femmes et hommes – protestent. Ils et elles trouvent un symbole simple à la portée de tout le monde : des survêtements réfléchissants. Ils leur donnent une identité : les « *gilets jaunes* ».

La protestation s'exprime par des arguments immédiats : l'augmentation considérée inacceptable du prix d'un produit considéré vital dans la société de l'automobile : indispensable pour certains, utile pour d'autres. Ce mouvement spontané a évidemment des difficultés à se coordonner. Il risque d'être récupéré et infiltré par des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche.

Il n'est peut-être pas plus qu'une flambée d'humeur. De l'Hexagone il rebondit en Belgique francophone. Il ne passe pas, jusqu'à présent au moins, la frontière linguistique intra-belge, et ne se popularise pas dans d'autres pays.

Des arguments de politiciens ou d'analystes de toute sensibilité politique, s'évertuent à argumenter sur le fait que la transition écologique est indispensable et donc que ces taxes sont un sacrifice nécessaire. Ils soulignent également que le coût de l'automobile n'a pas augmenté. Donc ce mouvement n'aurait pas de raison d'exister.

Ce sont des arguments un peu courts, car on pourrait voir dans ce mouvement des signes d'un questionnement plus fondamental qui se situe à plusieurs niveaux : le modèle injuste de transition écologique ; plus largement la protestation contre l'indécence des inégalités sociales ; le questionnement sur le modèle biaisé et inefficace de transition écologique.

## LE MODÈLE INJUSTE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les taxes sur les carburants devraient servir à faire diminuer l'utilisation de la voiture. Elles sont en même temps une source de revenus pour l'État.

Les discours qui accompagnent cette augmentation de taxes visent à culpabiliser le consommateur individuel en utilisant le grand argument de culpabilité contemporain qu'est l'atteinte à l'environnement.

Mais le fait est que l'augmentation de la taxe sur les carburants ne pèse pas de la même manière selon les revenus. Elle ne pèse pas de la même manière si l'on dispose d'une voiture de société assortie d'une carte de crédit pour les carburants ou si on doit sortir de sa propre poche l'argent pour le plein d'essence. La transition écologique et son coût deviennent un révélateur d'inégalités sociales qui sont occultées grâce à des produits de consommation à bas prix importés de pays qui les fabriquent à moindre coût, exploitant une main-d'œuvre à des salaires de misère.

Autrement dit, lorsque des économistes interviennent pour dire que le coût de la voiture n'est pas plus cher que par le passé, ils oublient que l'estimation du coût de la vie se fait toujours de manière relative et par comparaison. Sans compter le caractère faux de l'argument entendu dans les médias qui consiste à dire que le « *revenu moyen* » a augmenté, argument qui est dans la veine de celui qui, observant qu'une personne a mangé un poulet et qu'une autre n'a rien mangé, conclurait qu'ils ont mangé « *en moyenne* » un demi-poulet chacun.

Il y a aussi un côté injuste de l'effort : que le peuple aille travailler à vélo ; qu'il fasse du covoiturage, qu'il prenne des trains et des métros surpeuplés. Les classes dirigeantes continueront à rouler confortablement dans des grosses voitures. Le mythe égalitaire de la voiture pour tous, chacun avec la voiture à son niveau de revenus, bien entendu, mais avec les mêmes droits de rouler sur les routes, est en train de finir. En raison de leurs revenus, certains auront plus de droit que les autres.



## LA PROTESTATION CONTRE L'INDÉCENCE DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

En amont de cette perception d'injustice de la taxation généralisée, il y a aussi une perception d'indécence sociale. Les médias parlent régulièrement des revenus des dirigeants de toute sorte, des bénéficiaires qui se chiffrent en milliards pour certains patrons, du luxe croissant d'une part de la population, de yacht qui s'arrachent au prix de millions, de centaines de millions dépensés pour acheter un tableau et ainsi de suite. Face à quoi, une partie importante de la population, tout en dépensant la même énergie au travail et parfois plus que les autres, doit vivre avec le dixième, le centième voir plus de revenus des précédents.

L'économiste Joseph Stiglitz avait jadis utilisé une image pour parler de la société contemporaine. Nous ne vivons plus dans une société, avec une stratification sociale, certes inévitable, mais raisonnable, écrivait-il. C'était l'utopie des sociétés des années 1960 et plus largement celle d'une démocratie sociale. Cet idéal est foulé au pied des transformations sociales et technologiques contemporaines. Nous pensions être embarqués dans un même bateau, certes dans des classes différentes, mais quand même dans un même bateau. Aujourd'hui, dit Stiglitz, on navigue dans des bateaux différents, dans trois bateaux, nous dit-il. Les uns dans des paquebots de luxe, à la route bien tracée, avec des radars et des systèmes de pilotages efficaces, des bateaux de sauvetage bien fournis. Les autres dans de vieux rafiots qui tiennent péniblement la mer, aux moteurs poussifs, à la merci des vagues et des vents ; ils suivent péniblement le convoi. Les autres enfin sont largués, accrochés à des radeaux de fortune essayant de ne pas couler. Les gens des vieux rafiots tentent d'en sauver. D'autres sont irrités par ces gens qui s'accrochent à leur bateau chancelant. Ceux du paquebot de luxe ne les regardent pas, ne les voient pas. Leur monde est ailleurs.

### LES GILETS JAUNES EN ONT ASSEZ D'ATTENDRE LE « RUISSELLEMENT »

L'État d'ailleurs, censé équilibrer le convoi, a des moyens insuffisants, disposant des ressources réduites, forcé d'accepter une fiscalité proportionnellement plus faible pour les plus gros revenus provenant des salaires et des biens mobiliers et immobiliers, par rapport au poids de la fiscalité directe et indirecte des moyens et faibles revenus. À l'enseigne de l'idée, de la doctrine, qu'un jour ou l'autre par une osmose naturelle, les vieux rafiots deviendront des beaux paquebots si pas des paquebots de luxe. C'est la théorie du ruissellement, du « *tax shift* ». Attends et espère, dit-on. Les gilets jaunes en ont assez d'attendre. Car ce discours dure depuis quarante ou cinquante ans.

Il faudrait faire une sociologie approfondie de la structure sociale contemporaine, de la nouvelle mise en place

d'une « *société de classes* » aux intérêts opposés, dominées par des finalités imposées par les classes dominantes. Il faudrait que tout le monde s'interroge sur ce que cela implique en termes de cohésion sociale et pour les fonctionnements démocratiques. On en voit les signes dans les résultats électoraux engrangés par des partis nationalistes. Et analyser en même temps l'ambivalence des rapports sociaux naviguant avec ambiguïté entre protestation et fascination consumériste

La taxe sur le carburant, celle sur le diesel, devrait pousser à l'abandon de l'énergie fondée sur le carbone vers d'autres formes d'énergie. C'est l'axiome de base qui justifie l'augmentation de ces taxes. Ceux qui ne l'acceptent pas sont considérés comme des rétrogrades résistants à la transition écologique.

Le problème est que cet argument est tronqué.

### UN MODÈLE BIAISÉ DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Alors que l'on s'en prend à la pollution engendrée par les vieilles voitures, on ne pose aucune question au sujet de la croissance des voitures de grosses cylindrées (et de plus en plus encombrantes dans les espaces urbains) que les classes moyennes supérieures affectionnent et qui émettent des doses de CO2 plus élevées que les petites cylindrées, même usagées.

On dit vouloir remplacer les voitures à essence avec des voitures électriques – la nouvelle manne de l'industrie automobile – sans rien dire sur le fait de savoir d'où viendra l'électricité pour alimenter ces voitures : des centrales nucléaires ? Des centrales à charbon allemandes ? Sans dire d'où viennent (et à quel prix en termes d'exploitation) proviennent les métaux des batteries de ces voitures et comment sera organisé leur recyclage.

Alors qu'on taxe des voitures et camionnettes diesel au nom, à juste titre, de lutter contre les dangers du cancer, le nombre de camions fonctionnant au diesel, de plus en plus énormes et puissants, intouchables car, nécessaires au modèle économique de la circulation mondiale de marchandises, ne font que croître à l'excès saturant l'espace des autoroutes et des routes, diffusant largement leurs particules fines, même dans les villes.

De même les gigantesques porte-containers fonctionnant au fuel et très polluants qui sillonnent les mers transportant des marchandises et autres produits. Produits d'ailleurs suremballés avec du plastique qui s'accumule en milliers de tonnes, alors qu'en même temps des mouvements zéro déchets animent une partie de la population, qui va faire ses courses avec des sachets de récupération et des bocaux réutilisables.

De même pour les avions, bien plus polluants que des voitures, qui multiplient leur présence dans l'espace aérien et dont on prévoit également une importante croissance dans les années à venir, tant pour les vols passagers que pour les vols cargo, utilisant du kérosène qui continue à ne pas être taxé, permettant entre autres de faire payer des prix ridicules de transport. Avec la grande joie des utilisateurs, passagers ou consommateurs on line, fascinés par cette ambiguïté consumériste.





De même les engins agricoles, de plus en plus énormes et tractés par des moteurs puissants pour servir une agriculture hautement mécanisée, qui utilise un carburant faiblement taxé à la recherche d'une productivité croissante, mise en compétition, au nom du dogme de l'indispensable mondialisation du commerce, avec une agriculture mondiale de modèle américain qui ne se pose pas des questions d'environnement ni de pesticides ou de pollution.

Ou encore, alors que l'on dit nécessaire la lutte contre les gaspillages, on ne pose aucune question à l'obsolescence des technologies de l'information et de la communication, poussées par une innovation qui a certes un côté fascinant, mais qui est insensée. Alors qu'on pousse à l'épargne énergétique des maisons et des industries – ce qui est une bonne chose –, aucune question n'est posée à la consommation énergétique des grandes plateformes informatiques, de Google à Amazon et passant par tellement d'autres qui consomment des masses considérables d'énergie pour la diffusion de messages, certains utiles socialement, mais beaucoup utiles uniquement pour les bénéfices de ceux qui les gèrent. Et les pouvoirs publics favorisent cela en mettant en place des 4G et des 5G pour transmettre des masses croissantes de messages sans s'interroger sur l'utilité de cela et sur les coûts énergétiques.

L'évidence de la mondialisation considérée absolument vitale et nécessaire dans cette société qui se pense avant tout par ses flux, fait en sorte que, comme pour les circulations mondiales des marchandises, celle des messages n'est pas questionnée sur le plan de la transition écologique alors que les questions, les culpabilisations et les coûts sont reportés sur les réalités locales. Le modèle de transition écologique est décidément tronqué et inéquitable.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la nécessaire transition écologique n'aboutira jamais avec un tel modèle de développement économique – devenu intouchable- de telle sorte que les taxes sur les carburants apparaissent comme des mesurette partielles, injustes et en partie vaines, surtout si elles visent de manière indistincte les consommateurs individuels. Autrement dit, c'est une lourde erreur d'isoler la transition écologique, sans la connecter à la question de la justice sociale d'une part, et à celle du modèle économique et sociétal d'autre part. C'est peut-être ce que les gens du bateau rafiote avec un gilet jaune veulent faire entendre.

**Felice Dassetto**

Sociologue, professeur émérite UCL,  
Membre de l'Académie Royale de Belgique  
Publié dans le Soir,  
20 novembre 2018



# LES GILETS JAUNES : POUR PENSER PLUS LIBREMENT

## CARTE BLANCHE DE FRANÇOIS-XAVIER HEYNEN

Pourquoi est-ce donc si complexe de parler des Gilets Jaunes français ? Peut-être parce qu'ils incarnent un phénomène que nous voyons se développer depuis des années. Et peut-être aussi parce qu'ils offrent une spontanéité qui n'est pas sans émerveiller, mais aussi dérouter, le philosophe. Une spontanéité qui les immunise contre les critiques habituelles venues des chiens de garde du pouvoir en place. Nous allons essayer de rassembler quelques questions soulevées par l'apparition de cette contestation.

Nous pensons que les gilets jaunes offrent une respiration intellectuelle à la pensée. Par leur spontanéité et leur rapport novateur à la *res publica*, ils rouvrent des questions qui avaient été fermées par les idéologies en place. Parce qu'ils s'imposent dans le débat avec la faim au ventre, leurs revendications sont immunisées contre les garde-fous récurrents d'un système en bout de course: les disqualifications aux titres de fascistes, de complotistes, de communistes, d'anti-progressistes ou encore de pollueurs ne peuvent pas leur être appliquées. Le gilet jaune apparaît-il comme le rappel de ce que devait être la Modernité ? Conduire la population vers l'autonomie, cela présuppose, évidemment, qu'elle puisse d'abord manger. Quelqu'un l'aurait-il oublié ?

Ou peut-être le gilet jaune est-il même l'incarnation du citoyen post-moderne ? Peut-on imaginer une protestation nietzschéenne ? Et créer ainsi la figure du Surmanifestant ? Un manifestant qui aurait compris qu'il manifeste pour ses propres valeurs en rejetant les règles établies : hors des syndicats, hors de l'État même. Le Surmanifestant défile avec d'autres Surmanifestants mais il n'a aucun besoin de promulguer une morale commune et encore moins de répondre à un leader ni même de trouver un porte-parole. Le Surmanifestant est celui qui ose, par lui-même, bloquer le carrefour et se lever, seul, contre la société, pour ses propres idées.

## UNE COMMUNICATION DIRECTE

La spontanéité se marque aussi au niveau de la communication. Les techniques de marketing sont devenues si complexes et cryptées, surtout avec le recours régulier à la communication virale qu'il est devenu extrêmement difficile de comprendre quel est l'émetteur initial du message. Les petits groupes de pression peuvent facilement être téléguidés, parfois même inconsciemment, par de discrets lobbyings<sup>1</sup>. Or les gilets jaunes échappent également à cette suspicion. Leur message est bien le leur même s'il n'est pas encore formalisé.

D'ailleurs doit-il l'être ? Les Gilets Jaunes n'inversent-ils pas le dicton «*diviser pour régner*» ? La stratégie probablement involontaire ressemble plutôt à «*rassembler pour régner*». Toutes les revendications sont défendues simultanément et puisqu'elles le sont toutes, individuellement, cela donne à l'ensemble une cohésion incohérente d'une puissance incroyable mais aussi d'une très grande faiblesse pour un hypothétique dialogue. Ce qui a pu faire dire à un gilet jaune à qui l'on demandait si le Président Macron devait les recevoir pour écouter leurs doléances : «*Pour quoi faire ? S'il ne nous a pas encore entendus, c'est qu'il est sourd !*» Tout exprimer en ne disant rien.

## LA DIFFÉRENCE DES LANGAGES.

L'écart entre les discours politiques ou même les propos tenus sur les plateaux de télévision par les politiciens et le langage des gilets jaunes est saisissant. D'une part une langue rôdée à ne plus désigner clairement la réalité pour lui substituer les circonvolutions de concepts quasi ésotériques. En face une langue peu rhétorique, accrochée au pathos, imbibée de sentiments. Deux approches tellement différentes qu'il est possible de se demander quels rapports elles entretiennent encore avec la vérité ? Qui dit le vrai ?

<sup>1</sup> Il ne s'agit pas ici de parler d'un quelconque complotisme mais bien de se référer, par exemple, aux techniques de communication avérées et développées, par exemple, par Bernays dans Propaganda (<https://amzn.to/2BLhIS5>)



## UNE ÉCOUTE DÉMAGOGIQUE

Le président Macron excelle probablement dans la déformation de la langue française. Il pratique sans complexe le zeugme. Certains peuvent y voir du génie. Nous y voyons plutôt une déstructuration telle du langage qu'elle rend la critique impossible puisque tout et son contraire sont énoncés simultanément. Dans un discours peu après le 17 novembre, il impose par exemple le paradoxal concept d'*écoute démagogique*. Il affirme écouter les gilets jaunes mais il ne veut pas pratiquer l'*écoute démagogique* qu'il définit comme suit : on ne peut pas, à la fois, demander moins de taxes et plus de services publics. Macron réduit ainsi la contestation à un vieux clivage.

## LA GAUCHE OU LA DROITE

Comme si l'indéfini discours des gilets jaunes pouvait retourner dans les vieilles cases de la gauche et de la droite. Cases que Macron prend tant de soin à faire disparaître d'habitude. Est-ce si compliqué d'entendre que les taxes dont il est question ne sont pas celle des cours d'économie, qu'il ne s'agit pas d'une manifestation politique demandant plus de gauche ou plus de droite ? La demande n'est pas de réorienter la taxe ; la supplique est de pouvoir manger le pain légitimement gagné.

Dès qu'ils disent qu'ils ne gagnent pas assez, beaucoup de gilets jaunes éprouvent le besoin de le prouver, allant jusqu'à présenter leurs fiches de paie sur les plateaux de télévision, en les comparant à leur budget. Ici 15 euros d'économie par mois, quand tout va bien, là 50 euros de déficit mensuel... quand tout va bien. Pourtant ils travaillent mais, à leurs yeux, leur salaire n'est plus suffisant. Des critiques se font entendre : certaines dépenses seraient exagérées, ce qui signifie plus fondamentalement que, vu leurs revenus, les gilets jaunes devraient s'en tirer et que, donc, in fine, ils ne sont pas capables pas gérer leur budget. Cet argument, même s'il est peu délicat, doit être retenu. Admettons que certains gilets jaunes manifestent non pas pour leurs besoins vitaux mais pour accroître une consommation superficielle. Après tout, ces manifestants n'ont pas l'air affamés ni vêtus de loques sous leur veste de sécurité. Mais que demande la société à ses membres, y compris aux gilets jaunes ? Elle leur demande de faire tourner la machine, c'est-à-dire de consommer.

La question de la consommation est centrale. Bien sûr la perception d'un niveau de vie correct varie en fonction des conceptions de chacun. Mais un minimum vital semble nécessaire même s'il est discutable sur sa forme. Les gilets jaunes affirment que ce minimum n'est plus atteint. Et les taxes dites écologiques constituent la goutte de mazout qui fait déborder le réservoir. Dans un premier temps, on leur a reproché de ne pas vouloir sauver la planète, ce qui montre à quel point l'idéologie écologique valide et soutient le pouvoir en place, a minima par une alliance objective.

Mais l'argumentation n'a pas tenu car aucun gilet jaune ne s'est déclaré pour la fin du monde ni même pour un droit de polluer. Avec cette spontanéité déconcertante, les manifestants ont simplement signalé qu'ils ne pouvaient pas payer la taxe. De ce fait, la pensée écologique est-elle sociale ou même citoyenne ? Fin du mois contre fin du monde ?

Les gilets jaunes rebattent ainsi les cartes de l'écologie. L'écologie en France et en Belgique tente de se présenter comme une force progressiste en s'affirmant à gauche sur l'échiquier politique. Or voici que les taxes d'inspiration écologique sont décriées par la classe populaire. Les gilets jaunes seraient-ils donc des traîtres à l'environnement ? Pire, des pollueurs compulsifs ? Ici aussi les réponses glanées à la télévision sont spontanées : «*La taxe n'est pas écologique, l'écologie n'est qu'un prétexte. Si le gouvernement voulait vraiment être écologique, il taxerait les bateaux ou plus largement les gens qui consomment beaucoup pour leurs loisirs, pas ceux qui mettent du diesel dans leur voiture pour aller travailler.*» L'écologie serait-elle une idéologie à la merci de la rage taxatoire ?

## 1789 OU 1930.

La référence à 1930 était très fréquente voici encore quelques semaines. La référence à 1930, à la montée du nazisme, suffisait à expliquer le développement des mouvements identitaires et aussi à les disqualifier pour jeter hors de la sphère politique tous ceux qui portaient une revendication «populiste». Cette image d'Epinal est aujourd'hui renversée par une autre, celle de 1789. Le statut du peuple y est très différent. 1789 conduit à la République. 1930 à la dictature. Comment expliquer ce changement de référence historique ?

En tous les cas, il nous semble sain pour la raison critique que l'idée que notre temps soit une résurgence de 1930 cesse d'être la seule thèse tolérable. Les gilets jaunes montrent qu'il existe une contestation populaire qui n'est pas synonyme de fascisme ou de complottistes. Ils sortent des schémas classiques dans lesquels les contestations sont régulièrement dé-classées. C'est comme si le sort et les propos des politiciens étaient totalement étrangers aux gilets jaunes. Ils ne sont plus dans le même monde, mais qui représente la population ?

A nos yeux, les remparts idéologiques traditionnels qui entourent le système en place<sup>2</sup> ont été franchis par les gilets jaunes grâce à leur spontanéité et à l'expression de leurs besoins vitaux. Et en rompant les idéologies étouffantes, les gilets jaunes offrent la possibilité de repenser la politique et l'économie. Nous pensons que les classes moyennes et supérieures devraient se saisir de cette opportunité intellectuelle.

<sup>2</sup> Voir à ce propos les ouvrages de Jean-Claude Michéa, par exemple <https://amzn.to/2Pcfu1u>



Reste alors au pouvoir à se recentrer sur son ultime légitimité incontestable au sein du lien social : la violence. C'est une des raisons pour lesquelles la question des casseurs au sein des gilets jaunes est primordiale. Qui a intérêt à ce qu'il y ait de la casse ? N'est-ce pas plus confortable pour le régime en place que la situation dégénère ? La métaphore de 1930, pour désigner notre époque, peut être idéologiquement combattue par le pouvoir en place, mais comment combattre la comparaison avec 1789 ?

**Par François-Xavier Heynen,**

Docteur en philosophie

Publié sur levif.be,

Le 4 décembre 2018



# CE QUE L'EUROPE PEUT FAIRE POUR AIDER LA FRANCE A SORTIR DE LA CRISE DES «GILETS JAUNES»

## UNE OPINION DE PIERRE DEFRAIGNE

L'Europe peut faire trois choses pour aider la France à sortir de la crise des «*gilets jaunes*» par le haut. L'enjeu est celui de la conciliation de la logique du capitalisme et de celle de la soutenabilité environnementale.

Bleu Europe, bien entendu. Or, l'Europe est jusqu'ici la grande absente du débat sur les inégalités. Elle se défile, ne sachant trop que faire et prenant le parti de laisser les Français débrouiller entre eux cette affaire éminemment sensible et difficile des inégalités qui déstabilisent les classes moyennes et excluent les plus pauvres de la vie sociale. L'Europe détient pourtant une clé de l'endigement de la vague populiste qu'elle a contribué à susciter par son inaction face aux inégalités, nées d'abord de la mondialisation et du progrès technique. Va-t-elle persister dans cette posture suicidaire face aux inégalités de l'environnement et du climat ? Faisons des «*gilets jaunes*» en France le banc d'essai d'une réponse européenne.

Pourquoi ? Il ne s'agit pas de sauver le soldat Macron, dont le défaut majeur est sans doute de s'appuyer sur une «*macronie*» plus prompte à instrumentaliser le pouvoir pour ses intérêts qu'à prendre des coups pour soutenir des valeurs de bien commun. Il s'agit très précisément d'aider un gouvernement démocratique à donner des réponses effectives et justes à un problème qui est un défi pour les 27 États, même si les formes que prend l'anxiété populaire diffèrent d'un pays à l'autre : ici, ce sont les «*gilets jaunes*», ailleurs, des partis populistes voire d'extrême droite - en Allemagne et en Andalousie -, ou des coalitions contre nature en Italie, ou paralysées en Belgique. C'est aussi le Brexit, ce formidable échec de l'idéal démocratique européen, dont nous allons collectivement payer le prix. Aujourd'hui, l'Italie est financièrement fragile, et donc dangereuse pour la survie de l'euro à 19, mais la France quant à elle est politiquement vulnérable en raison de sa difficulté à gérer ses contradictions internes. L'Allemagne, par son inertie ontologique, complique formidablement la mise au point d'une parade européenne.

## CLIMAT, GÉOPOLITIQUE ET RÉGULATION DU CAPITALISME

Avons-nous perdu la tête comme Européens, de considérer ce qui se passe en France comme un spectacle que nous contemplerions du haut des gradins : le lion mangera-t-il le dompteur ? Nous sommes en effet doublement partie prenante à l'affaire des «*gilets jaunes*» en France : nous paierons le prix de son échec, et en outre notre tour viendra, l'effet domino aidant. Car l'enjeu est bien celui de la conciliation de la logique du capitalisme et de celle de la soutenabilité environnementale, à l'échelle du monde. L'Europe, comme continent le plus avancé et le plus démocratique, est le premier à se heurter à ce défi parce que le niveau de conscience environnementale y est le plus avancé. À nous de montrer la voie au monde pour entraîner les États-Unis et convaincre par notre exemple les pays émergents, dont la Chine, de ne pas s'engager dans des impasses pour le climat et la biodiversité qui pourraient aussi s'avérer des causes de conflits armés. Climat, géopolitique et régulation du capitalisme sont en effet intrinsèquement liés.

Mais d'abord, il faut rassurer l'opinion sur la solidité du contrat social qui sert de soubassement à nos politiques depuis la guerre et qui est aujourd'hui mis en danger par la carence de l'Europe, et singulièrement d'une Commission incapable de fournir une synthèse politique vigoureuse pour redynamiser l'appareil de l'UE. Cette synthèse devrait pourtant être au cœur de la campagne électorale européenne.



## IL FAUT RELEVER LES SALAIRES RÉELS LES PLUS BAS

L'Europe peut faire trois choses pour aider la France à sortir de la crise des «*gilets jaunes*» par le haut. D'abord, il est clair qu'il faut aujourd'hui, en France comme en Belgique, relever les salaires réels les plus bas pour rétablir la justice et soutenir la demande interne. Mais, compétitivité intra-européenne obligeant, un Grenelle des salaires comme en mai 1968 n'est plus possible aujourd'hui. Le mouvement doit en effet être concerté au sein de l'eurozone compte tenu des écarts de taux de change réels. En particulier, l'Allemagne doit renoncer à son obsession mercantiliste : son surplus commercial excessif obtenu par un relèvement insuffisant des salaires en regard des gains de productivité exerce un effet déflationniste sur l'ensemble de l'eurozone. Certes, l'Allemagne est encore astreinte à des transferts internes massifs vers l'ancienne RDA, mais au-delà, elle garde des marges importantes pour relancer l'investissement public et ainsi soutenir les exportations de ses voisins vers son marché, et donc la croissance, l'emploi et les salaires.

Ensuite, l'Europe doit cesser de se cantonner dans une attitude punitive vis-à-vis des déficits publics. Là où la dette est excessive, elle doit pallier l'effet restrictif de la modération budgétaire, imposée aux pays surendettés, par des dépenses d'investissement chez eux qu'elle financerait elle-même par l'émission d'eurobonds, par exemple la reconstruction du pont de Gênes et un grand programme d'investissements technologiques de ré-industrialisation à travers l'UE.

Enfin, qui dit «*dépenses*» dit «*ressources fiscales*» pour les financer. Compte tenu de la pression fiscale existante dans nombre de pays, dont la Belgique et la France, il faut éviter de la renforcer, mais mieux en répartir la charge interne, et surtout lever l'impôt sur les opérateurs qui y échappent ou s'y soustraient. L'Europe est depuis trente ans le théâtre d'une immense entreprise d'abaissement des taux d'imposition des sociétés, en raison de la concurrence fiscale entre États que Trump est en train d'aggraver sous son nez, et d'évasion fiscale - souvent pudiquement dénommée «*optimisation fiscale*» - celle-ci coûtant en moyenne aux États membres au moins 1 % du PIB, soit l'équivalent du budget communautaire actuel. Un impôt européen prélevé directement sur les multinationales opérant en Europe - Gafam comprises - permettrait de consentir des dépenses d'investissement public d'un ordre bien supérieur, en ce compris les dépenses d'équipements militaires à technologie duale dans le cadre d'une défense commune.

Nous sommes tous dans le même bateau, car les «*gilets jaunes*» sont présents partout en Europe. À problème européen, solidarité européenne. Bleue comme l'Europe bien entendu.

**Par Pierre Defraigne,**

Directeur exécutif du  
Centre Madariaga - Collège d'Europe,  
Directeur général honoraire  
à la Commission européenne

Publié dans La Libre,  
Le 11 décembre 2018



# RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

## NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

## NOTRE PAGE FACEBOOK

[www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

## NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

## CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151  
1000 Bruxelles, Belgium

E : [info@cnepuc.org](mailto:info@cnepuc.org)

W : [www.cecinestpasunecrise.org](http://www.cecinestpasunecrise.org)

F : [www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice-déléguée



FONDATION  
**CECI N'EST PAS UNE CRISE**